

# Les députés grecs approuvent le nom de la « Macédoine du Nord »

L'accord clôt une discorde de près de trente ans entre Athènes et Skopje

ATHÈNES - correspondance

**C'**est un jour historique. Aujourd'hui, nous écrivons un nouveau chapitre pour les Balkans. » Sitôt la victoire remportée au Parlement, vendredi 25 janvier, Alexis Tsipras a adopté le ton solennel qui sied aux grands événements et aux batailles gagnées dans la douleur. «*La République de Macédoine du Nord sera un pays ami, allié de la Grèce dans ses tentatives pour sécuriser, stabiliser et développer la région*», écrivait le premier ministre grec sur les réseaux sociaux à l'issue du vote de l'Assemblée grecque sur l'accord devant rebaptiser l'ex-République yougoslave.

Près de dix jours après leurs homologues macédoniens, 153 députés grecs sur 300 ont dit oui à l'accord de Prespa, signé le 17 juin et dont la périlleuse ratification dans les deux pays, en conflit depuis vingt-huit ans sur ce sujet identitaire, arrive à son terme. A l'annonce de ce résultat, l'heure était aux applaudissements et aux congratulations dans les rangs de Syriza, la gauche radicale au pouvoir, qui a constitué l'essentiel de cette courte majorité. L'opposition, dépitée et qui considère cet accord comme une trahison nationale, a quitté l'Assemblée avant même le décompte officiel.

## La main de Moscou

Zoran Zaev, le premier ministre macédonien – rare concession faite à Skopje, l'accord de Prespa permet l'utilisation de l'adjectif «*macédonien*», et non

de «*nord-macédonien*» –, a rapidement réagi à la bonne nouvelle sur Twitter: «*Bravo à mon ami Alexis Tsipras, ensemble pour nos peuples, nous avons réussi à obtenir une victoire historique.*»

Depuis des mois, le premier ministre grec a essuyé des revers sur

**Des députés  
ont été menacés  
par des  
lettres anonymes  
et par des  
opposants  
encagoulés**

cette question sensible de la Macédoine: démission du ministre des affaires étrangères Nikos Kotzias en octobre 2018, désintégration de sa coalition avec le parti souverainiste des Grecs indépendants il y a deux semaines, suivie d'un vote de confiance gagné de justesse, de manifestations monstres, et d'une chute dans les sondages.

Dimanche 20 janvier, entre 60 000 et 100 000 personnes s'étaient rassemblées place Synagma, face au Parlement, pour protester contre un compromis perçu comme menaçant l'identité de la Grèce, et particulièrement de sa région septentrionale de Macédoine. Des incidents avaient éclaté entre manifestants et forces de l'ordre et près de quarante personnes avaient été blessées. Le gouvernement avait dénoncé la présence dans les rassemblements d'«*extrémistes*», membres du parti néonazi Aube

dorée. Lors de précédentes manifestations, à l'été 2018, Athènes avait aussi dénoncé la main de Moscou et expulsé deux diplomates russes. Car derrière le sujet de l'identité se cache une autre question, géopolitique: pour marquer son opposition à l'utilisation par Skopje du nom Macédoine, qu'il juge historiquement abusive, Athènes a bloqué depuis vingt-sept ans tout rapprochement entre son voisin, d'une part, et l'OTAN et l'Union européenne (UE) d'autre part. L'accord de Prespa doit faire sauter ce veto.

C'est dans ce climat tendu que plusieurs députés ont été menacés par des lettres anonymes et par des opposants encagoulés, devant leur logement. Selon un sondage réalisé pour la chaîne de télévision Skai, six Grecs sur dix restent opposés à l'accord de Prespa. Côté macédonien, le processus avait été encore plus difficile: le référendum organisé en septembre avait certes vu le oui l'emporter à 90 %, mais avec l'abstention des deux tiers des électeurs inscrits, et l'accord avait dû affronter l'opposition des nationalistes (VMRO-DPMNE) et du président, et également des manifestations.

Mais Alexis Tsipras était déterminé, après avoir sorti la Grèce des plans d'aide internationaux en août 2018, à marquer son mandat par un acte diplomatique fort. Car dans cet ultime chapitre d'un conflit qui a commencé en 1991 avec l'indépendance macédonienne, tout le monde semble avoir compris que cet accord serait désormais irréversible.

**«Zoran, Alexis, bien joué !»**

Dans une dernière harangue à son groupe parlementaire et aux députés indécis du centre, le dirigeant de la Nouvelle Démocratie (droite), Kyriakos Mitsotakis, a admis que *« si l'accord est approuvé au Parlement, il ne pourra pas être annulé »*. Il a néanmoins assuré qu'il s'opposerait à l'entrée de Skopje dans l'UE s'il venait à être élu premier ministre lors des élections en octobre.

En avril 2018, la Commission européenne s'était prononcée pour l'ouverture de négociations d'adhésion et le social-démocrate Zoran Zaev avait insisté sur ce point pour persuader la population de la nécessité de cet accord. *« En cas de ratification grecque, ce sera à Bruxelles de prendre ses responsabilités »*, avait prévenu, mercredi, le ministre macédonien des affaires étrangères, Nikola Dimitrov. Dans tous les cas, les processus d'adhésion à l'OTAN, et plus encore à l'UE, s'annoncent longs.

Quatre ans jour pour jour après son élection, Alexis Tsipras a réussi un pari majeur. Un temps honni par ses partenaires européens, il est désormais loué pour son courage politique, même par ses adversaires idéologiques. En visite à Athènes, il y a une dizaine de jours, Angela Merkel, qui s'est dépensée sans compter avec ses partenaires occidentaux pour aboutir à un règlement, avait affiché sa *« reconnaissance »* à Alexis Tsipras. Vendredi, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a partagé sur Twitter son admiration pour les deux premiers ministres : *« Ils ont eu de l'imagination, ils ont pris des risques, ils étaient prêts à sacrifier leur intérêt pour l'intérêt commun. Zoran, Alexis, bien joué ! »* De fait, la bonne volonté affichée par les deux leaders de gauche, hors de toute période électorale et au terme d'interminables négociations, a constitué une exception-

nelle fenêtre d'opportunité, dont ils ont su tirer parti.

Le premier ministre grec a aussi, grâce à cette question macédonienne, pu se débarrasser de son partenaire gouvernemental nationaliste, Panos Kammenos, idéologiquement à l'opposé de l'échiquier politique, et à la personnalité encombrante. *« Cet accord, au départ, devait gêner la Nouvelle Démocratie, qui s'était déjà déchirée dans le passé sur le sujet de la Macédoine. Mais au final, il a surtout permis à Alexis Tsipras d'affaiblir encore plus les petits partis, et de se tourner vers le centre »*, soutient Angelos Syrigos, professeur en droit international à l'université Panteion d'Athènes. Alexis Tsipras avait d'ailleurs appelé ces derniers jours *« les forces progressistes à s'unir pour le jour d'après »* et les élections européennes, municipales et législatives à venir. ■

**MARINA RAFENBERG**